

**Séance plénière**  
**Rapport d'Orientations Budgétaires 2026**

30/03/2026

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
M. JEAN-LUC GLEYZE

*Seul le prononcé fait foi*

---

Nous sortons du moment démocratique qui aurait dû être le plus mobilisateur.

Or taux d'abstention très important pour une élection municipale (43%), pourtant, habituellement une sorte de « socle démocratique ».

Désormais, même les municipales peuvent être boudées. S'il fallait faire un constat que nous pouvons partager, c'est celui du silence de l'abstention.

Avec questions simples à la clé, mais aux réponses complexes : comment de nouveau donner envie de venir aux urnes ? Comment redonner foi dans la démocratie représentative, notamment locale ?

Evidemment, nous aurons, suivant nos places dans l'hémicycle, des déceptions et des enthousiasmes différents.

Je veux au moins croire que nous nous retrouvons autour d'une inquiétude partagée : celle d'un RN désormais entré dans les conseils municipaux, et demain dans les EPCI.

L'écrivain bordelais Hugues Jallon lançait une alerte à présent autant locale que nationale.

*« Lorsque l'absence de tout avenir dans une société de plus en plus impossible à vivre et à habiter devient insupportable, le fascisme peut être alors rendu désirable. »*

Le populisme brosse dans le sens du poil, quitte à le rendre rugueux. Il entretient précisément les bas sentiments de l'âme humaine quand ils cherchent à s'exprimer en période de crise.

Il réactive aussi les relents les plus nauséabonds comme ce racisme à visage ouvert exprimé à l'occasion de ces élections municipales, condamnable sur le plan juridique comme éthique.

Car il fait entendre des propos inadmissibles ou insupportables.

Il stimule le rejet de l'autre, la vindicte plus facile encore quand elle est anonyme.

Il déplace le débat démocratique dans l'arène du mépris, de la haine, du refus de la différence comme de la diversité.

Dans ce contexte, je suis convaincu que c'est dans la plupart des communes que réside l'espérance.

C'est la réponse donnée par l'action collective de proximité qui peut redonner à la démocratie tout son sens.

C'est aussi *d'ici d'en bas* que l'on peut accompagner les citoyennes et citoyens pour ne pas se décourager face aux effondrements mondiaux économiques, sociaux, environnementaux, et démocratiques. Pour aider à un véritable et indispensable dépassement de soi, qui se construit avec le collectif.

Le dépassement de nos croyances, de nos idéologies, de nos affiliations politiques pour aller vers l'autre non seulement différent, mais surtout divergent ; lui tenir la main alors qu'on ne partage pas ses idées ni sa culture ni ses conduites...

Cette ouverture vers l'autre différent ou divergent, la commune en est le premier lieu de notre République.  
Elle doit le rester.

Je félicite ce matin toutes et tous les collègues élus ou réélus dans cette Assemblée, qui s'y emploieront.

Je sais qu'au-delà de nos divergences partisans, nous partageons ici un attachement sincère à notre République démocratique et sociale.

Permettez-moi d'adresser un mot particulier pour notre collègue Christine Bost qui sait toute l'amitié et la considération que j'ai pour elle et les équipes qui l'ont accompagnée à la suite d'Alain Anziani.

Merci Christine. La qualité de nos coopérations et la convergence des actions entre la Métropole et le Département ont été essentielles pour mener à bien un certain nombre de projets, comme par exemple Récol'terra pour accompagner nos agriculteurs dans la transformation du système alimentaire.

Dans l'intérêt des habitantes et habitants de la Métropole et de l'ensemble de la Gironde, j'espère voir ces coopérations se poursuivre avec la nouvelle gouvernance.

Car ce sont ces partenariats concrets qui démontrent que nous sommes décidés à faire ensemble.

Le Département est dans cet état d'esprit.

Les attentes des Girondines et des Girondins sont immenses : c'est le signe qu'ils n'ont pas renoncé.

Alors ne renonçons pas à faire ce que nous faisons le mieux : les accompagner, les écouter, les associer...

Je le dis en pensant aux milliers d'agentes et d'agents de notre collectivité girondine qui assurent la continuité de notre service public.

Car le Département n'est pas une « entreprise » qui aurait son siège à Bordeaux.

C'est une collectivité où nous sommes toutes et tous au service de toutes et tous.

Nous l'avons encore démontré lors des tempêtes NILS et PEDRO, et lors des crues.

Plus de 200 agents des routes ont été mobilisés. Nos « gilets oranges » ont œuvré jours et nuits pour sécuriser les routes et dégager les arbres tombés. Je pense aussi au vaste travail mené en réseau au niveau local par nos travailleurs sociaux.

Je les en remercie, sans méconnaître leurs difficultés, nos difficultés, car aujourd'hui nous sommes dans un contexte où l'on demande aux services publics de pourvoir à peu près à tout, sans en avoir les justes moyens.

La question fondamentale afin de poursuivre notre travail est simple : comment fait-on maintenant, et avec qui ?

La réponse appelle un changement culturel majeur dans notre institution.

Dans le contexte que nous connaissons et dans une perspective de plus long terme, nos partenariats ne peuvent plus reposer sur le recours systématique à la subvention.

Nous pourrons en revanche développer un accompagnement et une coopération élargis, qui favoriseront la relation sociale et l'aménagement du territoire.

Concrètement, notre accompagnement sera d'abord dédié à aménager le territoire pour assurer des liens et des mutualisations, qui favorisent la solidarité une et indivisible dans tout le département.

Ensuite, travailler à ce que le projet de vie des personnes ne soit pas réduit au versement d'allocation individuelle de solidarité (AIS) ou de compensation, mais s'inscrive dans l'ensemble de nos politiques publiques et dans le droit commun, c'est-à-dire une adaptation de la société aux spécificités de la personne et non l'inverse : c'est tout le principe d'une société inclusive.

Enfin, à l'heure où nous sommes toutes et tous passablement désorientés par un monde où tout va vite, se complexifie, se polarise, se dématérialise, nous avons bien entendu besoin de la présence rassurante du service public de proximité.

Cette présence dépasse la simple mobilisation de la puissance publique : si nous voulons un service public de qualité, si nous voulons assurer sa continuité, alors il faut reconsidérer sa nature.

Pour rester un pôle de stabilité et de proximité, nous devons faire plus et mieux avec nos partenaires et mobiliser toutes les responsabilités.

Ne plus faire en lieu et place de, et notamment lorsque nous sortons des champs de nos compétences.

Si le Département doit avoir une implication toujours plus forte pour coordonner l'ensemble des acteurs et partenaires, il faut que chacun prenne sa juste part.

Nous ne pouvons plus accepter que des millions d'€ de la poche départementale soient consacrés à des missions qui devraient relever du

portefeuille de l'État. Certes, l'État, c'est nous tous, mais quand il s'agit de faire les comptes, que chacun paie sa part de facture !

L'action départementale ne doit pas être réduite à l'institution départementale mais élargie au département en tant que territoire et réseau social humain, le seul qui vaille !

Le mode d'être du Département, c'est bien sûr d'être une collectivité, donc un corps social, un territoire vivant, vécu par 1,7 million de Girondines et de Girondins, une responsabilité que prend et assume la majorité dans ses orientations.

Mais pas que.

Cette responsabilité engage toute la communauté girondine :

- du bloc communal
- aux représentants de l'Etat local
- jusqu'aux professionnels des métiers du lien, du médico-social,
- et nos associations de villages et de quartiers...

En bref : toutes celles et ceux qui se mobilisent pour la solidarité active, que ce soit par leur compétence, leur sensibilité, leur métier, leur temps...

Cette approche transformée, foncièrement renouvelée, c'est ce que traduira le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) présenté ce jour par ma collègue Corinne Martinez et certaines Vice-présidentes et Vice-présidents, notamment sur le plan des orientations politiques.

Ici, en Gironde, nous avons toujours mis l'orientation budgétaire au service de l'action publique pour répondre aux inquiétudes du lendemain par le lien et la protection sociale.

Voilà notre orientation politique : ne jamais porter atteinte aux besoins des personnes et des territoires en vulnérabilité.

Voilà notre orientation budgétaire : ne laisser personne en arrière, et ce grâce à près d'1,8 milliard de budget.

« *Depuis nos pays, nos démocraties, et au travers de nos journaux, nos radios et nos télévisions, nous sommes spectateurs d'un monde qui délite le social.* » écrit dans une récente tribune Manuel Pélissié, Directeur de l'IRTS Parmentier.

Il souligne, et c'est fondamental, que c'est le système dominant qui produit de la vulnérabilité dans ses conséquences.

Les guerres, le prix de l'essence, la mauvaise alimentation subie, la non anticipation de la crise climatique, la misère, l'exclusion...

Voilà tout ce qui nous fragilise, brise, divise, oppose !

Voilà ce qui crée les conditions de nos vulnérabilités !

Si, face à cela, nous, collectivité des solidarités, ne sommes pas optimistes avec la foi tenace pour accompagner soutenir, relier, unir, qui le fera ?

Des perspectives optimistes, nous en déployons, avec notre PRE jusqu'à 2028, mais aussi au-delà, en nous donnant ainsi l'occasion de repenser et réorganiser l'avenir de notre service public, sans transiger sur ce que nous attendons de lui : être un réseau social humain dès le 1<sup>er</sup> kilomètre.

L'ensemble de la majorité départementale réaffirme aujourd'hui une orientation claire : celle d'un Département qui relie par l'échange de personne à personne, le soin, l'attention, le lien.

Et ce sont nos agentes, nos agents, qui en sont les ambassadeurs autant que les acteurs du quotidien !

Nous continuerons à porter les solidarités comme ciment d'une société, d'un pays, de notre Gironde.

Et nous le ferons tout en mettant en œuvre le Plan de Retour à l'Équilibre (PRE).

Le PRE a été imaginé, construit et voté en fin d'année dernière. Sa trajectoire s'adaptera bien sûr au contexte, notamment international, qui n'est pas neutre pour les finances locales.

Notre Projet d'Administration Départementale (PAD) se déploie en parallèle, dans la mise en œuvre d'une transformation collective de l'organisation et du fonctionnement de la maison départementale.

PRE et PAD sont au service de nos trois grands principes d'action politique :

- accompagner toutes les vulnérabilités (humaines et territoriales) sans négliger de lutter contre leurs causes profondes,
- relier les personnes et les territoires,
- inscrire nos actions dans les transitions (écologique, démographique, sociale, technologique...) de notre temps.

Ces orientations valent jusqu'en 2028 et au-delà, le ROB présenté ce jour profilant déjà la perspective 2030.

C'est la preuve, s'il en fallait, que les « mesures chiffrées » du PRE éclairent nos décisions, mais elles n'en tiennent pas lieu.

J'en veux pour preuve le résultat 2025 dont nous parlerons tout à l'heure : quand 103 millions d'€ conglomérés en déficit faisaient la Une des médias à l'automne 2025, c'est 77 millions d'€ que nous constatons en réalité.

La démonstration factuelle que nos efforts 2025, et ceux débutés antérieurement sont crédibles, tout en œuvrant pour l'action publique départementale !

Je veux maintenant que nous obtenions, en 2027, une certification de nos comptes pour démontrer la qualité du travail effectué par notre administration que je remercie ici. C'est aller plus loin dans la vertu budgétaire et comptable : seuls 6 départements en France aujourd'hui bénéficient de cette certification.

Je sais qu'avec l'équipe de direction générale que j'ai à mes côtés depuis quelques mois, qui démontre bien plus que par le passé des qualités de pilotage de la collectivité, nous serons un département plus exemplaire que beaucoup d'autres sans avoir sacrifié nos valeurs.

Nous réussirons en trouvant dans ce passage étroit et contraint, des opportunités de transformations, d'amélioration autant de notre service public que de notre gestion budgétaire.

Fin 2028, notre département aura réussi le défi du retour à l'équilibre.

Reste le combat existentiel porté à Départements de France : des recettes cohérentes, robustes, pérennes et évolutives.

L'exemple de la Loire (Loire Magazine), parmi les 15 les plus en difficulté :

*« Finances départementales : péril en la demeure »*

*« Le Département est à bout de souffle. Des coupes budgétaires s'imposent. Elles atteindront 86 millions d'€ en 2026. Aucune politique publique n'échappera aux restrictions. La collectivité n'est pourtant pas responsable de ce qui lui arrive. »*

Pensons aussi à cette pétition qui cite le propos général de la Cour des Comptes : « Une situation qui ne peut être principalement attribuée à des choix de gestion »

J'en termine en faisant appel à l'histoire.

Depuis 1789, les Départements ont traversé des crises, connu des réformes, affronté des régimes autoritaires.

Parce qu'ils répondent à un besoin fondamental de nos sociétés démocratiques : le besoin de soin, de lien, d'accompagnement, de coopérations locales, de délibération apaisée.

Parce qu'ils constituent une maille essentielle de notre protection sociale et de notre histoire républicaine et parce qu'avec tous nos partenaires se joue, pour une part, l'avenir même de nos solidarités, donc de notre vitalité démocratique.

Ils sont toujours là, et ils le seront encore demain !